

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 août 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE ALU COLOR à MARCILLOLES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 août 2022 dans l'établissement FRANCE ALU COLOR au 103 chemin des Mûriers – 38260 MARCILLOLES.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT : FRANCE ALU COLOR
- Adresse : 103 chemin des Mûriers – 38260 MARCILLOLES.
- Code AIOT dans GUN : 0061.03001
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en oeuvre de manière effective sur son site de production des moyens et techniques permettant de réduire au minimum les prélèvements d'eau du site dans le milieu naturel.

En conséquence, il est proposé de faire application en cas de gestion de situation de sécheresse des dispositions sur les prélèvements d'eau du site visées au 3^{ème} paragraphe de l'article 8 de l'arrêté préfectoral N°38-2022-05-30-00018 et 26-2022-05-20-00002 « Arrêté interdépartemental cadre sécheresse » fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse sur le bassin de gestion de Bièvre-Liers-Valloire (de mai 2022) relatives aux ICPE qui permettent d'exonérer le site des dispositions de réduction de prélèvements fixés à l'annexe 1 de l'arrêté précité sous réserve de la fourniture d'une étude technico économique et le cas échéant d'un échéancier de réalisation avant le 31/03/2023 étudiant l'utilisation des eaux pluviales de toitures au sein de ses installations ainsi que les possibilités de modification des installations de traitement de surface de la chaîne verticale (récupération du débordement de la conversion pour alimentation du bain de dégraissant et possibilité de mise en place d'une rampe d'eau de ville (aspersion) sur le rinçage R5 : gain théorique d'environ 500l/h (à valider) avec ces 2 modifications).

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle 1

Références réglementaires :

article 8 - Arrêté préfectoral interdépartemental cadre sécheresse Biers-Liers-Valoire de mai 2022 (N°38-2022-05-30-00018 et 26-2022-05-20-00002).

Les établissements pouvant démontrer que leur besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum sont exemptés de restriction (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnu pour le secteur d'activité).

Arrêté préfectoral d'autorisation N°DDPP-DREAL UD38-2021-12-06 du 3 décembre 2021

Constats :

Le TSS se compose d'une chaîne verticale et une chaîne horizontale. L'exploitant est notamment autorisé par l'arrêté préfectoral N°DDPP-DREAL UD38-2021-12-06 du 3 décembre 2021 à prélever de l'eau dans le réseau d'alimentation en eau potable à hauteur de 20000 m³/an. Le site respecte la limite de prélèvement annuelle en eau. Les prélèvements industriels totaux se sont portés à :10837 m³ 2018 ; 12868 m³ en 2019 ; 10149 m³ en 2020 ; 10837 m³ en 2021

La consommation en eau du site a diminuée ces 10 dernières années alors que dans le même temps la production a augmenté: la consommation en eau en 2010 était de 17892 m³. De 2010 à 2021 la production (m² d'aluminium traités) est passée de 2298647m² à 3038443m².

Plusieurs actions ont été mises en place afin de diminuer le volume d'eau consommé entre 2010 et 2021 :

- 2010-2011 : mise en place de compteurs d'eau sur les alimentations principales de la ligne verticale et de la station. Diminution de la fréquence des purges des rinçages sur la chaîne horizontale.
- 2011-2012 : diminution de la fréquence des purges des rinçages sur la chaîne verticale.
- 2014-2017 : diminution progressive du débit d'eau par fonction de rinçage sans que cela impacte la qualité du traitement de surface (suivi de la conductivité des rinçages)
- 2021 : mise en place d'une nouvelle conversion chimique en fin de traitement sur la ligne verticale ne nécessitant pas de rinçage après conversion.

En 2021, FAC a utilisé 8173 m³ d'eau pour le traitement de surface afin de traiter 3038443 m² d'aluminium. L'exploitant a une consommation moyenne de 3,21 litres/m². La consommation se porte à 4,21 litres/m² traité sur la chaîne horizontale et 2,39 litres/m² traité sur la chaîne verticale. Les consommations par fonction de rinçage sur les chaînes horizontale et verticale sont toutes largement inférieures à 8 litres/m² (valeur réglementaire maximale).

Les index des compteurs d'eau du site ont été relevés le jour de l'inspection:

- compteur général 1 : 143606 m³
- compteur général 2 : 71462 m³
- compteur général station : 15804 m³
- compteur sortie station : 57967 m³
- compteur chaîne horizontale : 1336,9 m³
- compteur chaîne verticale : 66411 m³
- compteur sanitaire bureau : 179,4 m³
- compteur sanitaire maintenance : 258,8 m³
- compteur ED : 962,7 m³
- compteur laveur gaz : 2767,4 m³

Compte tenu des projets de réductions en cours, le volume maximal de prélèvement sera actualisé une fois que la faisabilité de ces projets sera établie.

L'exploitant a présenté des axes d'amélioration possible concernant la réduction de ses consommations en eau :

- Modification des installations sur les lignes de TTS
 - Chaîne de TTS verticale : étude de la possibilité de récupération du débordement de la conversion pour alimentation du bain de dégraissant et possibilité de mise en place d'une rampe d'eau de ville (aspersion) sur le rinçage R5 : gain théorique d'environ 500l/h (à valider) avec ces 2 modifications.
 - Chaîne de TTS horizontale: Ajout possible de nouvelles cuves (mais l'exploitant souligne que ces cuves occuperaient une grande surface au sol). Passage de 2 à 3 cuves pour les rinçages cascade.
- Étude rejet zéro avec évapo-concentration et réutilisation (partielle) de l'eau dans le process. Cela concernerait des effluents de la station et des chaînes de traitements de surface. L'exploitant a indiqué que ce projet pour lequel il a notamment initié une pré-étude ne peut être qu'un projet à long terme qui nécessite des capacités de stockage supplémentaire et que la conjoncture (coût énergétique de l'installation en fonctionnement) ne lui permet pas cet investissement
- Récupération des eaux pluviales de toiture: l'exploitant s'engage à fournir un chiffrage courant premier semestre 2023. L'exploitant devra fournir une étude technico-économique à ce sujet.

L'exploitant a indiqué que son objectif est de réduire ses consommations en eau en dessous de 7000m³/an sur le réseau d'eau potable (seuil de l'exemption de restriction pour les industriels dans la mesure où l'alimentation en eau potable pour les habitants peut être assurée). Par ailleurs, il a aussi précisé qu'il arrête ses installations trois semaines début août chaque année ce qui permet de diminuer ponctuellement la pression sur la nappe sur la période estivale.

Avis de l'inspection des ICPE: le site met en oeuvre des actions afin de réduire ses consommations en eau mais doit toutefois étudier les moyens qui s'offrent à lui afin d'utiliser les eaux pluviales de toitures au sein de ses installations ainsi que les possibilités de modification des installations de traitement de surface de la chaîne verticale.

Proposition de suites : faire application en cas de gestion de situation de sécheresse des dispositions sur les prélèvements d'eau du site visées au 3^{ème} paragraphe de l'article 8 de l'arrêté préfectoral N°38-2022-05-30-00018 et 26-2022-05-20-00002 « Arrêté interdépartemental cadre sécheresse » fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse sur le bassin de gestion de Bièvre-Liers-Valloire (de mai 2022) relatives aux ICPE qui permettent d'exonérer le site des dispositions de réduction de prélèvements fixés à l'annexe 1 de l'arrêté précité sous réserve de la fourniture d'une étude technico économique et d'un échéancier de réalisation avant le 31/03/2023 étudiant l'utilisation des eaux pluviales de toitures au sein de ses installations ainsi que les possibilités de modification des installations de traitement de surface de la chaîne verticale (récupération du débordement de la conversion pour alimentation du bain de dégraissant et possibilité de mise en place d'une rampe d'eau de ville (aspersion) sur le rinçage R5 : gain théorique d'environ 500l/h (à valider) avec ces 2 modifications).

Annexe: planche photographique

